Caisse nationale de
solidarité pour l'autonomie

Mesdames et Messieurs les Présidentes et Présidents de conseil départemental

Mesdames et Messieurs les Payeures et Payeurs départementaux

Le directeur

Paris,

Dossier suivi par

Julie Reynaud – 01 53 91 21 71
julie.reynaud@cnsa.fr

Blandine Rocu – 01 53 91 28 21
blandine.rocu@cnsa.fr

Objet : Notification des concours relatifs au forfait autonomie et aux autres actions de prévention – versement des soldes Exercice 2026

P.J. : Tableau relatif à la répartition du concours forfait autonomie (FA)
Tableau relatif à la répartition du concours autres actions de prévention (AAP)
Document : « Repères et aide à la mise en œuvre de thématiques prioritaires de prévention »
Annexe : utilisation des concours relatifs aux commissions des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie (concours AAP et concours FA) pour l'année 2027

Copies : Monsieur le président de l'ADF
Mesdames et Messieurs les directeurs de la DGCS, de la DSS, du Budget, de la DGCL et de la DGFIP
Mesdames et Messieurs les préfètes et préfets de département
Mesdames et Messieurs les directrices et directeurs financiers des services départementaux

Le présent courrier a pour objet de notifier le montant et la répartition entre les départements du solde des concours de la CNSA relatifs d'une part au forfait autonomie (FA) et d'autre part aux autres actions de prévention (AAP), pour l'année 2026.

Le cadre général d'utilisation des concours « autres actions de prévention » et « forfait autonomie » pour l'année 2027 est présenté en annexe de la présente notification.

1. Notification de répartition des soldes des concours forfait autonomie et autres actions de prévention 2026

Conformément aux articles R. 178-18 et R. 178-19*, les soldes de ces deux concours sont versés au plus tard le 30 septembre de l'année courante, sous réserve de la transmission d'un état récapitulatif des dépenses et des informations mentionnées à l'article R.233-18 du code de l'action sociale et des familles, afférents à l'exercice précédent, par le conseil départemental ou la métropole.

Les documents transmis au 30 juin 2026, notamment les états récapitulatifs des dépenses mentionnés à l'article R. 178-19, permettent de connaitre les **dépenses mandatées** par les départements en 2025, au titre de chacun des concours. Ils portent sur l'exercice 2025 et conditionnent le versement du solde 2026 pour chacun d'eux.

Pour 2026, les enveloppes des concours annuels sont de **163 M€** pour le concours autres actions de prévention (AAP) et de **44 M€** pour le concours forfait autonomie (FA). Les deux acomptes versés se sont élevés respectivement à 114,1 M€ et 30,8 M€ (70 % de chacun des concours).

Les deux concours sont répartis entre les départements/métropoles de la façon suivante (articles R. 178-15 et R. 178-16) :

- L'enveloppe globale affectée au concours au titre des aides techniques individuelles, des actions de prévention et des autres actions collectives de prévention est répartie en fonction du nombre de personnes âgées de 60 ans et plus ;
- Le concours au titre du forfait autonomie est réparti en fonction du nombre de places autorisées dans les résidences autonomie éligibles au forfait autonomie.

Les soldes 2026 correspondent, pour chaque concours, à la différence entre le montant du concours 2026 pour chaque département et le montant de l'acompte versé en 2026. Ils sont, le cas échéant, minorés des trop-perçus sur le concours 2025, au vu des états récapitulatifs de dépenses 2025.

Les états récapitulatifs 2025 ont permis de connaitre la consommation des deux concours 2025 :

- 145 402 020,53 € consommés pour le concours Autres actions de prévention (sur une enveloppe 2025 de 159 M€).
- 39 740 048,68 € consommés pour le concours Forfait autonomie (sur une enveloppe 2025 de 42 M€).

Ces montants ne comprennent pas les dépenses de la Guyane, dont l'état récapitulatif signé n'a pas été transmis ;

La différence est reprise sur les soldes 2026. Ainsi, pour les deux concours AAP et FA :

- Si les dépenses 2025 (crédits utilisés) sont supérieures ou égales au concours 2025, le solde 2026 est versé dans son intégralité ;
- Si les dépenses 2025 sont inférieures au concours 2025, la différence est reprise sur le solde 2026 (trop-perçu) ;
- Dans le cas où le trop-perçu est supérieur au montant du solde 2026, le reliquat sera repris sur le prochain acompte du concours.

Compte tenu de ces éléments, les soldes 2026 à verser s'élèvent à :

- pour le concours AAP : 36,9 M€
- pour le concours FA : 11,2 M€

Montants prévisionnels des concours de la commission des financeurs 2027

La prochaine convention d'objectifs et de gestion (COG) de la CNSA, qui couvrira la période 2027-2031, est actuellement en négociation avec l'Etat. Cette COG définira notamment la trajectoire financière pluriannuelle des deux concours relatifs aux CFPPA et vous permettra de bâtir une

* Sauf indication contraire, les articles mentionnés dans cette note font référence au code de la Sécurité sociale

programmation pluriannuelle de vos stratégies territoriales d'action. Ces éléments vous seront communiqués au plus tôt. Les tableaux de répartition figurent en pièce jointe.

2. Rappels concernant le périmètre des dépenses effectuées par les conseils départementaux et retenues pour le calcul des concours

Dépenses correspondant aux crédits utilisés

Les conseils départementaux ont indiqué dans leur état récapitulatif de dépenses 2025 (transmis au 30 juin 2026) **les paiements pour service fait** intervenus en 2025. Ce sont les **dépenses effectivement mandatées** qui ont été retenues comme crédits utilisés pour le calcul des concours commission des financeurs.

Critère de répartition du concours Forfait autonomie

Nous attirons votre attention sur l'importance de **communiquer aux agences régionales de santé (ARS) les données relatives aux places en résidence autonomie** de vos territoires respectifs pour leur permettre d'effectuer la mise à jour du fichier national des établissements sanitaires et sociaux (Finess). En effet, c'est le nombre de places autorisées au 31 décembre de l'année précédente, recensées dans ce fichier, qui est utilisé pour la répartition du concours (article R178-16).

Remboursement par un opérateur

Les recettes résultant des remboursements éventuels des opérateurs au conseil départemental, déclarées dans l'état récapitulatif 2025 en tant que titres, sont venues en diminution des dépenses déclarées dans l'état récapitulatif de cette même année. Ce sont donc les dépenses nettes qui ont été prises en compte pour le calcul du solde 2026.

3. Précision concernant l'utilisation des concours

Les concours forfait autonomie et autres actions de prévention, notifiés par la CNSA, sont à engager dans leur totalité. Si le département programme des actions uniquement sur la base des crédits versés (après minoration de la sous consommation de l'exercice précédent), il entre dans un cycle de sous consommation chronique de ces concours.

4. Délais de recours

Le présent document est contestable pendant deux mois à compter de la date de notification. Le recours éventuel est à adresser au directeur de la CNSA. En cas de recours contentieux, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Paris.

La présente note ainsi que ses annexes sont consultables sur le site internet de la CNSA : Budget et financement, Financement aux départements, Notification des concours aux départements

La direction du financement de l'offre et la direction de l'appui au pilotage de l'offre de la CNSA sont à votre disposition et à celle de vos services pour répondre à toute demande d'information

Le directeur de la CNSA

Maëlig LE BAYON

Signature numérique de Maelig LE BAYON
Date : 2026.11.02 19:20:48 +01'00'

ANNEXE : utilisation des concours relatifs aux commissions des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie (concours AAP et concours FA)

Cette note présente le cadre général d'utilisation des concours « autres actions de prévention » (AAP) et « forfait autonomie » (FA) versés aux Commissions des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie (CFPPA), pour l'année 2027.

1. Orientation des financements pour agir plus fortement sur les déterminants majeurs de l'autonomie

1-1. Poursuite de l'appropriation et de la mise en œuvre de l'orientation des concours en fonction des six thématiques prioritaires de prévention

La convention d'objectifs et de gestion 2022-2026 signée entre la CNSA et l'État pose, dans son engagement 10, le principe d'un conditionnement des financements de la CNSA à l'atteinte d'objectifs prioritaires en matière de prévention et l'orientation des concours vers des actions dont l'efficacité a été montrée.

Cette évolution, voulue comme progressive, a été initiée début 2024 avec un soutien des CFPPA dirigé vers les actions :

- favorisant l'adoption durable de comportements favorables à la santé
- luttant contre les inégalités sociales et territoriales de santé en portant une attention spécifique aux publics en situation de vulnérabilité (particulièrement aux personnes à faible niveau de revenu, à faible niveau d'éducation ou dont la catégorie socioprofessionnelle est peu élevée).

En 2025, six thématiques prioritaires ont été identifiées pour favoriser le maintien de l'autonomie : l'activité physique, l'alimentation, la santé cognitive, la santé mentale, l'audition et la vision. Ce choix s'appuie notamment sur le programme *ICOPE* de l'Organisation mondiale de la santé et sur les travaux de l'Académie nationale de médecine.

Afin de renforcer l'offre territoriale de prévention, les CFPPA ont été incitées à orienter prioritairement vers ces six thématiques les financements des axes 3 et 5 relevant du concours « Autres actions de prévention ». À compter de 2027, elles seront également encouragées à appliquer cette orientation aux financements de l'axe 2 du concours « Forfait autonomie ».

Outre la mobilisation des équipes de la caisse à vos côtés, un document repère et d'aide à la mise en œuvre de cette évolution a été mis à disposition des départements et des membres des CFPPA dans l'extranet de la CNSA (Prévention). Il permet de préciser et sécuriser les objectifs et les finalités de ces thématiques et des actions qui s'y inscrivent. Il constitue à la fois un guide pour les porteurs de projets ainsi qu'un outil d'aide à la décision pour les financeurs.

1-2. Des évolutions 2027 permettront de documenter le financement des thématiques prioritaires de prévention

Le système d'information et l'état récapitulatif des dépenses dédiées aux CFPPA évolueront en 2027 afin de suivre la mise en œuvre de ces orientations pour les axes : « Attribution du forfait autonomie » (axe 2), « Coordination et soutien des actions de prévention mises en œuvre par les SAD » (axe 3) et « Développement d'autres actions de prévention » (axe 5).

Il s'agira notamment de documenter, pour l'axe 2 d'une part et les axes 3 et 5 d'autre part, la proportion des crédits soutenant des actions entrant dans le périmètre des thématiques prioritaires.

Des formations et consignes métiers seront proposées et transmises avant l'ouverture de la campagne 2027 afin d'accompagner les changements.

2. Financement des actions de lutte contre l'isolement des personnes âgées dans le cadre de l'axe 6

La loi du 8 avril 2024 portant mesures pour « bâtir la société du bien vieillir et de l'autonomie » crée un nouvel axe 6 consacré à la lutte contre l'isolement, venant compléter le cadre d'intervention des CFPPA. Ce nouvel axe traduit l'importance de la santé sociale, ainsi reconnue comme une composante essentielle de la santé globale et du vieillissement en bonne santé.

Afin d'accompagner le développement de cet axe, une fiche « Repères et aide à la mise en œuvre d'actions de prévention de la perte d'autonomie et de lutte contre l'isolement social » est mise à la disposition des départements et des membres des CFPPA dans l'extranet de la CNSA (Prévention). Ces repères ont également été diffusés aux porteurs de projets afin qu'ils puissent les intégrer dans les actions qu'ils proposeront au financement des CFPPA.

Ce document rappelle que les concours versés par la CNSA visent à soutenir des actions d'accompagnement de personnes isolées, avec un double objectif :

- la création de liens sociaux de qualité, réciproques et durables,
- le renforcement de la capacité à agir pour sa santé.

La méthodologie d'action des porteurs de projets pour repérer et évaluer les situations, ainsi que pour atteindre effectivement les publics isolés est donc déterminante pour avoir un impact.

Les compétences des intervenants et l'ancrage territorial et partenarial des projets constituent également des critères d'appréciation, notamment au regard de l'orientation vers les accompagnements et les ressources du territoire : accès aux droits et aux soins, actions de prévention de la perte d'autonomie et actions du territoire en matière de vie sociale.

3. Financement des dépenses de fonctionnement dans le cadre des crédits utilisés en 2026 et en 2027

Conformément à la loi n° 2024-317 du 8 avril 2024, l'article L. 149-11 du CASF permet la valorisation des dépenses de fonctionnement (précédemment « dépenses d'ingénierie ») dans le cadre du concours « autres actions de prévention », afin de garantir sur tous les territoires le déploiement effectif des dispositifs d'accompagnement et de prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées de plus de 60 ans.

Les dépenses de fonctionnement visent à soutenir l'animation et la coordination des commissions des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie et de l'habitat inclusif pour garantir leur bon fonctionnement et la mise en œuvre des programmes coordonnés de financement.

Les dépenses de fonctionnement sont donc des dépenses liées à la mobilisation d'une ressource :

- interne au département (valorisation du temps dédié au fonctionnement de la commission)
- et/ou externe (recours à de la prestation externe) visant notamment la réalisation d'un diagnostic partagé de l'offre et des besoins, la conception du programme coordonné, le pilotage des actions, le suivi administratif et l'évaluation.

Ces dépenses n'ont pas vocation à financer de l'ingénierie de projet.

Le rapport annuel d'activité de la CFPPA devra préciser le montant du concours consacré à ces dépenses et leur utilisation précise.

<u>Le montant de référence que chaque département peut valoriser est de 80 000 €</u> au titre des crédits utilisés (CU) pour l'exercice N. Ce montant vise à permettre de prendre en compte un investissement minimal incompressible nécessaire au fonctionnement du dispositif, et ce quel que soit le nombre de projets financés ou les montants des concours utilisés.

Deux ajustements sont prévus **afin d'éviter les effets de seuil :**

- **La valorisation des dépenses de fonctionnement ne doit pas dépasser 30 % des crédits utilisés par le département au cours de la même année, dans la limite du montant octroyé en N au titre du concours « autres actions de prévention ».** Ainsi, pour chaque conseil départemental dont le montant de 80 000 € dépasse 30 % des crédits utilisés, le montant maximal s'établit à 30 % de ses CU, et non à 80 000 €.

Ex. : crédits utilisés : 150 000 € ; 80 000 € représentent 53 % des CU ; 30 % des CU représentent 45 000 € ; le plafond à retenir est donc de 45 000 €.

- **Il est recommandé que la val orisation des dépenses de fonctionnement ne soit pas inférieure à 9 % des crédits utilisés.** Ainsi, les départements pour lesquels la valeur de 80 000 € représente moins de 9 % de leurs crédits utilisés peuvent retenir jusqu'à 9 % de leurs crédits utilisés, dans la limite du montant octroyé en N au titre du concours « autres actions de prévention ».

Ex. : crédits utilisés : 950 000 € ; 80 000 € représentent 8,4 % des CU ; le plafond à retenir est fixé à 9 % des CU, soit 85 500 €.

Au niveau national, **ces modalités d'évaluation des dépenses de fonctionnement visent à limiter la valorisation à 10% maximum de l'ensemble des crédits utilisés par les départements dans le cadre du concours AAP.** Il s'agit en effet de garantir qu'au moins 90% des dépenses sont dédiées à la mise en œuvre d'actions bénéficiant directement aux personnes âgées et à leurs proches aidants.

Concours autres actions de prévention 2026
SOLDE
APPLICATION DE LA FORMULE DE RÉPARTITION PAR DÉPARTEMENT SUR LA BASE DES DONNEES DISPONIBLES AU 31/12/2025

Montant du concours correspondant aux autres actions de prévention	**163 000 000,00 €**
Montant d'acomptes attribués (notification du 16 avril 2026)	**114 104 700,00 €**
Solde attribué	**48 895 300,00 €**
Solde minoré des crédits non utilisés, à verser	**36 947 269,06 €**

Critères (décret n° 2016-212 du 26 février 2016 - article R178-15 du CSS) :

Formule : Fd = A x Pad / ΣPAd

Fd = fraction attribuée à chaque département/métropole

A = montant total des crédits attribués au niveau national

PAd = nombre de personnes âgées de 60 ans et plus (INSEE)

Euros

Départements	*Critère de répartition :* Population de 60 ans et plus	Montant du concours 2026 AAP	Acompte attribué / mars 2026	Solde 2026	Concours attribué en 2025 *	Dépenses mandatées en 2025, après plafonnement au montant de la dépenses	Soldes positifs 2026 (dans la limite du montant du solde 2025)	Soldes négatifs 2026			Solde 2026 à verser
	Données au 31/12/2025	100%	70%	30%				Totalité du solde négatif augmenté des reliquats	A reprendre sur le solde 2026	A reprendre sur l'acompte de mars 2027	
		a	b	c	d	e	f = c (si e >= d) sinon f = 0	g = e-d	h = c en tout ou partie	i	j = c-g
01 AIN	175 431	1 487 154,78	1 041 100,00	**446 054,78**	1 446 560,75	1 238 771,82		207 788,93	207 788,93		**238 265,85**
02 AISNE	152 417	1 292 061,66	904 500,00	**387 561,66**	1 272 097,92	1 237 436,13		34 661,79	34 661,79		**352 899,87**
03 ALLIER	121 671	1 031 423,23	722 000,00	**309 423,23**	1 018 334,57	1 018 334,57		0,00	0,00		**309 423,23**
04 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	61 021	517 284,13	362 100,00	**155 184,13**	500 562,59	493 773,85		6 788,74	6 788,74		**148 395,39**
05 HAUTES-ALPES	50 890	431 402,13	302 000,00	**129 402,13**	423 538,79	416 609,96		6 928,83	6 928,83		**122 473,30**
06 ALPES-MARITIMES	364 049	3 086 097,72	2 160 300,00	**925 797,72**	2 992 879,11	2 844 484,30		148 394,81	148 394,81		**777 402,91**
07 ARDÈCHE	115 560	979 619,37	685 800,00	**293 819,37**	965 701,93	872 322,11		93 379,82	93 379,82		**200 439,56**
08 ARDENNES	81 974	694 905,84	486 500,00	**208 405,84**	688 828,09	635 624,42		53 203,67	53 203,67		**155 202,17**
09 ARIÈGE	55 475	470 269,86	329 200,00	**141 069,86**	460 058,55	277 746,10		182 312,45	141 069,86	41 242,59	
10 AUBE	91 895	779 007,63	545 400,00	**233 607,63**	762 453,53	762 453,53	233 607,63				**233 607,63**
11 AUDE	135 112	1 145 364,60	801 800,00	**343 564,60**	1 109 746,97	1 064 557,23		45 189,74	45 189,74		**298 374,86**
12 AVEYRON	100 425	851 317,72	596 000,00	**255 317,72**	848 726,54	830 889,35		17 837,19	17 837,19		**237 480,53**
13 BOUCHES-DU-RHÔNE	589 427	4 996 660,68	3 497 700,00	**1 498 960,68**	4 872 378,54	4 872 378,54	1 498 960,68				**1 498 960,68**
14 CALVADOS	216 186	1 832 641,00	1 282 900,00	**549 741,00**	1 776 561,08	1 775 980,10		580,98	580,98		**549 160,02**
15 CANTAL	54 923	465 590,47	326 000,00	**139 590,47**	454 617,83	449 386,32		5 231,51	5 231,51		**134 358,96**
16 CHARENTE	121 223	1 027 625,47	719 400,00	**308 225,47**	1 004 615,60	1 004 548,12		67,48	67,48		**308 157,99**
17 CHARENTE MARITIME	254 663	2 158 816,27	1 511 200,00	**647 616,27**	2 097 889,75	1 927 235,08		170 654,67	170 654,67		**476 961,60**
18 CHER	102 111	865 610,19	606 000,00	**259 610,19**	855 180,06	855 180,06		0,00	0,00		**259 610,19**
19 CORRÈZE	88 116	746 972,49	522 900,00	**224 072,49**	733 433,59	728 456,49		4 977,10	4 977,10		**219 095,39**
20 COLLECTIVITE DE CORSE	115 455	978 729,27	685 200,00	**293 529,27**	946 257,64	915 031,39		31 226,25	31 226,25		**262 303,02**
21 CÔTE-D'OR	156 127	1 323 511,89	926 500,00	**397 011,89**	1 311 271,08	1 311 271,00		0,08	0,08		**397 011,81**
22 CÔTES-D'ARMOR	216 481	1 835 141,76	1 284 600,00	**550 541,76**	1 784 152,97	1 134 262,60		649 890,37	550 541,76	99 348,62	
23 CREUSE	46 387	393 229,52	275 300,00	**117 929,52**	385 403,56	385 403,56	117 929,52				**117 929,52**
24 DORDOGNE	163 665	1 387 412,64	971 200,00	**416 212,64**	1 350 243,34	1 252 987,75		97 255,59	97 255,59		**318 957,05**
25 DOUBS	148 763	1 261 086,16	882 800,00	**378 286,16**	1 241 956,36	1 105 179,27		136 777,09	136 777,09		**241 509,07**

Euros

Départements	*Critère de répartition :* Population de 60 ans et plus	Montant du concours 2026 AAP	Acompte attribué / mars 2026	Solde 2026	Concours attribué en 2025 *	Dépenses mandatées en 2025, après plafonnement au montant de la dépenses	Soldes positifs 2026 (dans la limite du montant du solde 2025)	Soldes négatifs 2026			Solde 2026 à verser
	Données au 31/12/2025	100%	70%	30%				Totalité du solde négatif augmenté des reliquats	A reprendre sur le solde 2026	A reprendre sur l'acompte de mars 2027	
26 DRÔME	159 153	1 349 163,74	944 500,00	**404 663,74**	1 320 662,59	1 226 487,97		94 174,62	94 174,62		**310 489,12**
27 EURE	169 241	1 434 681,22	1 004 300,00	**430 381,22**	1 391 458,86	1 347 642,80		43 816,06	43 816,06		**386 565,17**
28 EURE-ET-LOIR	123 892	1 050 250,98	735 200,00	**315 050,98**	1 017 765,39	1 005 431,60		12 333,79	12 333,79		**302 717,19**
29 FINISTÈRE	304 982	2 585 377,95	1 809 800,00	**775 577,95**	2 529 447,32	2 529 447,32		0,00	0,00		**775 577,95**
30 GARD	250 514	2 123 644,58	1 486 600,00	**637 044,58**	2 058 038,60	2 058 038,60		0,00	0,00		**637 044,58**
31 HAUTE-GARONNE	350 640	2 972 427,63	2 080 700,00	**891 727,63**	2 889 413,44	2 558 238,00		331 175,44	331 175,44		**560 552,19**
32 GERS	72 112	611 304,19	428 000,00	**183 304,19**	604 170,55	597 065,40		7 105,15	7 105,15		**176 199,04**
33 GIRONDE	451 566	3 827 992,40	2 679 600,00	**1 148 392,40**	3 752 595,54	3 737 277,02		15 318,52	15 318,52		**1 133 073,88**
34 HÉRAULT	367 466	3 115 064,14	2 180 600,00	**934 464,14**	3 020 241,73	2 140 138,90		880 102,83	880 102,83		**54 361,31**
35 ILLE-ET-VILAINE	283 080	2 399 711,42	1 679 800,00	**719 911,42**	2 340 788,41	1 910 773,49		430 014,92	430 014,92		**289 896,50**
36 INDRE	80 025	678 383,87	474 900,00	**203 483,87**	674 322,30	222 888,46		451 433,84	203 483,87	247 949,97	
37 INDRE ET LOIRE	183 920	1 559 117,30	1 091 400,00	**467 717,30**	1 519 173,38	662 622,27		856 551,11	467 717,30	388 833,81	
38 ISÈRE	343 216	2 909 493,27	2 036 700,00	**872 793,27**	2 827 422,76	2 786 556,81		40 865,95	40 865,95		**831 927,32**
39 JURA	83 371	706 748,41	494 800,00	**211 948,41**	695 147,69	690 147,69		5 000,00	5 000,00		**206 948,41**
40 LANDES	153 341	1 299 894,55	910 000,00	**389 894,55**	1 248 560,55	1 248 560,00		0,55	0,55		**389 894,00**
41 LOIR-ET-CHER	110 611	937 665,96	656 400,00	**281 265,96**	920 937,39	920 937,00		0,39	0,39		**281 265,57**
42 LOIRE	230 834	1 956 814,28	1 369 800,00	**587 014,28**	1 923 811,96	1 726 582,00		197 229,96	197 229,96		**389 784,32**
43 HAUTE-LOIRE	76 793	650 985,73	455 700,00	**195 285,73**	642 757,78	608 091,00		34 666,78	34 666,78		**160 618,94**
44 LOIRE-ATLANTIQUE	384 250	3 257 344,62	2 280 200,00	**977 144,62**	3 177 754,63	3 009 865,00		167 889,63	167 889,63		**809 254,98**
45 LOIRET	192 050	1 628 036,52	1 139 700,00	**488 336,52**	1 590 739,72	1 308 689,21		282 050,51	282 050,51		**206 286,02**
46 LOT	72 057	610 837,95	427 600,00	**183 237,95**	592 033,57	592 033,20		0,37	0,37		**183 237,58**
47 LOT-ET-GARONNE	117 330	994 623,93	696 300,00	**298 323,93**	976 072,77	952 132,00		23 940,77	23 940,77		**274 383,16**
48 LOZÈRE	26 905	228 077,70	159 700,00	**68 377,70**	224 241,19	224 241,00		0,19	0,19		**68 377,51**
49 MAINE-ET-LOIRE	229 764	1 947 743,73	1 363 500,00	**584 243,73**	1 925 912,91	1 817 829,17		108 083,74	108 083,74		**476 159,99**
50 MANCHE	171 125	1 450 652,17	1 015 500,00	**435 152,17**	1 410 551,58	1 391 225,80		19 325,78	19 325,78		**415 826,39**
51 MARNE	156 549	1 327 089,25	929 000,00	**398 089,25**	1 297 300,99	1 204 901,74		92 399,25	92 399,25		**305 689,99**
52 HAUTE-MARNE	58 341	494 565,37	346 200,00	**148 365,37**	485 822,43	485 822,25		0,18	0,18		**148 365,19**
53 MAYENNE	92 667	785 551,99	549 900,00	**235 651,99**	765 257,59	705 426,00		59 831,59	59 831,59		**175 820,40**
54 MEURTHE-ET-MOSELLE	198 876	1 685 901,54	1 180 200,00	**505 701,54**	1 660 255,32	1 411 377,78		248 877,54	248 877,54		**256 824,00**
55 MEUSE	59 027	500 380,69	350 300,00	**150 080,69**	493 883,06	474 623,00		19 260,06	19 260,06		**130 820,63**
56 MORBIHAN	274 220	2 324 603,88	1 627 300,00	**697 303,88**	2 241 934,79	1 510 455,77		731 479,02	697 303,88	34 175,14	
57 MOSELLE	302 862	2 567 406,39	1 797 200,00	**770 206,39**	2 522 073,06	2 032 710,15		489 362,91	489 362,91		**280 843,48**
58 NIÈVRE	77 759	659 174,65	461 500,00	**197 674,65**	655 346,76	655 346,76		0,00	0,00		**197 674,65**
59 NORD	649 406	5 505 111,62	3 853 600,00	**1 651 511,62**	5 369 207,96	5 365 207,96		4 000,00	4 000,00		**1 647 511,62**
60 OISE	207 464	1 758 703,30	1 231 100,00	**527 603,30**	1 723 091,40	1 721 291,36		1 800,04	1 800,04		**525 803,26**
61 ORNE	97 184	823 843,28	576 700,00	**247 143,28**	814 466,77	808 701,33		5 765,44	5 765,44		**241 377,84**
62 PAS-DE-CALAIS	402 097	3 408 636,30	2 386 100,00	**1 022 536,30**	3 342 968,24	2 723 597,37		619 370,87	619 370,87		**403 165,43**
63 PUY-DE-DÔME	197 150	1 671 269,98	1 169 900,00	**501 369,98**	1 632 792,26	1 557 373,00		75 419,26	75 419,26		**425 950,72**
64 PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	236 589	2 005 600,28	1 404 000,00	**601 600,28**	1 938 627,45	1 938 627,45	601 600,28				**601 600,28**

Euros

Départements	*Critère de répartition :* Population de 60 ans et plus Données au 31/12/2025	Montant du concours 2026 AAP 100%	Acompte attribué / mars 2026 70%	Solde 2026 30%	Concours attribué en 2025 *	Dépenses mandatées en 2025, après plafonnement au montant de la dépenses	Soldes positifs 2026 (dans la limite du montant du solde 2025)	Soldes négatifs 2026			Solde 2026 à verser
								Totalité du solde négatif augmenté des reliquats	A reprendre sur le solde 2026	A reprendre sur l'acompte de mars 2027	
65 HAUTES-PYRÉNÉES	82 840	702 247,05	491 600,00	**210 647,05**	692 176,22	574 747,50		117 428,72	117 428,72		**93 218,33**
66 PYRÉNÉES-ORIENTALES	174 749	1 481 373,36	1 037 000,00	**444 373,36**	1 436 700,50	1 297 633,65		139 066,85	139 066,85		**305 306,51**
67-68 collectivité européenne alsac	538 022	4 560 893	3 192 700	**1 368 192,82**	4 470 535,65	4 273 060,49		197 475,16	197 475,16		**1 170 717,66**
69 RHÔNE	126 735	1 074 349,79	752 100,00	**322 249,79**	1 039 494,77	943 539,55		95 955,22	95 955,22		**226 294,57**
69 METROPOLE DE LYON	322 053	2 730 093,09	1 911 100,00	**818 993,09**	2 658 275,10	2 650 133,64		8 141,46	8 141,46		**810 851,63**
70 HAUTE-SAÔNE	76 189	645 865,53	452 200,00	**193 665,53**	631 943,31	631 943,00		0,31	0,31		**193 665,21**
71 SAÔNE-ET-LOIRE	191 831	1 626 180,03	1 138 400,00	**487 780,03**	1 608 108,15	1 493 220,26		114 887,89	114 887,89		**372 892,13**
72 SARTHE	170 938	1 449 066,95	1 014 400,00	**434 666,95**	1 420 202,57	1 281 412,05		138 790,52	138 790,52		**295 876,42**
73 SAVOIE	131 881	1 117 974,93	782 600,00	**335 374,93**	1 088 854,62	1 088 073,09		781,53	781,53		**334 593,40**
74 HAUTE-SAVOIE	208 982	1 771 571,61	1 240 200,00	**531 371,61**	1 730 900,92	1 602 569,01		128 331,91	128 331,91		**403 039,70**
75 PARIS	493 805	4 186 058,71	2 930 300,00	**1 255 758,71**	4 159 845,67	4 159 845,67	1 255 758,71				**1 255 758,71**
76 SEINE-MARITIME	356 486	3 021 985,04	2 115 400,00	**906 585,04**	2 957 154,54	2 956 565,25		589,29	589,29		**905 995,76**
77 SEINE-ET-MARNE	325 389	2 758 371,13	1 930 900,00	**827 471,13**	2 685 093,64	1 528 987,95		1 156 105,69	827 471,13	328 634,56	
78 YVELINES	344 084	2 916 851,44	2 041 800,00	**875 051,44**	2 864 268,97	2 811 658,79		52 610,18	52 610,18		**822 441,26**
79 DEUX-SÈVRES	120 457	1 021 131,97	714 800,00	**306 331,97**	1 006 440,33	1 006 440,33		0,00	0,00		**306 331,97**
80 SOMME	159 296	1 350 375,97	945 300,00	**405 075,97**	1 324 521,31	629 573,26		694 948,05	405 075,97	289 872,08	
81 TARN	137 776	1 167 947,72	817 600,00	**350 347,72**	1 128 580,21	1 128 580,21		0,00	0,00		**350 347,72**
82 TARN-ET-GARONNE	81 285	689 065,08	482 400,00	**206 665,08**	678 976,21	657 042,46		21 933,75	21 933,75		**184 731,33**
83 VAR	398 688	3 379 737,70	2 365 900,00	**1 013 837,70**	3 259 984,77	2 572 602,65		687 382,12	687 382,12		**326 455,58**
84 VAUCLUSE	180 449	1 529 693,11	1 070 800,00	**458 893,11**	1 464 372,82	1 464 372,82	458 893,11				**458 893,11**
85 VENDÉE	247 574	2 098 721,76	1 469 200,00	**629 521,76**	2 039 799,65	1 882 870,28		156 929,37	156 929,37		**472 592,39**
86 VIENNE	130 843	1 109 175,65	776 500,00	**332 675,65**	1 088 528,18	1 079 386,46		9 141,72	9 141,72		**323 533,93**
87 HAUTE-VIENNE	123 529	1 047 173,78	733 100,00	**314 073,78**	1 031 802,44	974 787,02		57 015,42	57 015,42		**257 058,36**
88 VOSGES	120 560	1 022 005,12	715 500,00	**306 505,12**	1 013 864,82	819 824,31		194 040,51	194 040,51		**112 464,61**
89 YONNE	110 207	934 241,19	654 000,00	**280 241,19**	897 910,61	798 715,14		99 195,47	99 195,47		**181 045,72**
90 TERRITOIRE DE BELFORT	38 364	325 217,36	227 700,00	**97 517,36**	320 307,49	320 307,49	97 517,36				**97 517,36**
91 ESSONNE	294 857	2 499 546,81	1 749 700,00	**749 846,81**	2 455 461,96	2 401 911,83		53 550,13	53 550,13		**696 296,68**
92 HAUTS-DE-SEINE	359 390	3 046 602,69	2 132 700,00	**913 902,69**	2 967 165,46	2 930 530,42		36 635,04	36 635,04		**877 267,65**
93 SEINE-SAINT-DENIS	319 296	2 706 719,86	1 894 800,00	**811 919,86**	2 579 016,43	2 468 427,02		110 589,41	110 589,41		**701 330,46**
94 VAL-DE-MARNE	312 881	2 652 338,95	1 856 700,00	**795 638,95**	2 593 471,99	2 593 471,99	795 638,95				**795 638,95**
95 VAL-D'OISE	265 773	2 252 997,40	1 577 100,00	**675 897,40**	2 186 774,31	1 944 178,05		242 596,26	242 596,26		**433 301,14**
971 GUADELOUPE	123 975	1 050 954,58	735 700,00	**315 254,58**	980 031,93	691 230,00		288 801,93	288 801,93		**26 452,65**
972 MARTINIQUE	123 095	1 043 494,69	730 500,00	**312 994,69**	979 320,46	979 320,46	312 994,69				**312 994,69**
974 RÉUNION	202 034	1 712 672,38	1 198 900,00	**513 772,38**	1 590 053,35	1 369 554,50		220 498,85	220 498,85		**293 273,53**
975 SAINT-PIERRE-et-MIQUELON	1 541	13 063,29	9 200,00	**3 863,29**	12 671,85	12 671,85		0,00	0,00		**3 863,29**
976 MAYOTTE	14 186	120 256,84	84 200,00	**36 056,84**	114 824,21	104 124,80		10 699,41	10 699,41		**25 357,43**
977 SAINT-BARTHELEMY	1 761	14 924,74	10 500,00	**4 424,74**	14 523,84	0,00		14 523,84	4 424,74	10 099,10	
978 SAINT-MARTIN	5 326	45 152,82	31 700,00	**13 452,82**	42 693,62	0,00		42 693,62	13 452,82	29 240,80	
TOTAL	**19 228 162**	**163 000 000**	**114 104 700**	**48 895 300**	**159 000 000**	**145 402 020,53**	**5 372 900,93**	**13 333 133,82**	**11 863 737,15**	**1 469 396,67**	**36 947 269,06**

* Notification datée du 23 octobre 2025

Concours forfait autonomie 2026

SOLDE

APPLICATION DE LA FORMULE DE RÉPARTITION PAR DÉPARTEMENT SUR LA BASE DES DONNEES DISPONIBLES AU 31/12/2025

Montant du concours correspondant au forfait autonomie	**44 000 000,00 €**
Montant d'acomptes attribués (notification du 16 avril 2026)	**30 805 000,00 €**
Solde attribué	**13 195 000,00 €**
Solde minoré des crédits non utilisés, à verser	**11 185 123,45 €**

Critères (décret n° 2016-212 du 26 février 2016 - article R178-16 du CSS) :

Formule : Fd = A x PRad / ΣPRAd

Fd = fraction attribuée à chaque département/métropole

A = montant total des crédits attribués au niveau national

PRAd = nombre de places autorisées dans les résidences autonomie éligibles (FINESS)

Euros

Départements	*Critère de répartition :* Nombre de places autorisées	Montant initial du concours 2026 FA	Acompte attribué / mars 2026	Solde 2026	Concours attribué en 2025 *	Dépenses mandatées en 2025, après plafonnement au montant de la dépenses	Soldes positifs 2026 (dans la limite du montant du solde 2025)	Soldes négatifs 2026			Solde 2026 à verser
	Données au 31/12/2025	100%	70%	30%				Totalité du solde négatif	A reprendre sur le solde 2026	A reprendre sur l'acompte de mars 2027	
		a	b	c	d	e	f = c (si e >= d) sinon f = 0	g = (e-d) + g '	h = c en tout ou partie	i	j = c-g
01 AIN	1 330	470 675,29	329 500,00	**141 175,29**	437 660,95	437 660,00		0,95	0,95		**141 174,34**
02 AISNE	474	167 744,43	117 500,00	**50 244,43**	157 195,18	154 415,07		2 780,11	2 780,11		**47 464,31**
03 ALLIER	372	131 647,52	92 200,00	**39 447,52**	124 950,02	124 950,02	39 447,524				**39 447,52**
04 ALPES-DE-HAUTE-PROVEN	422	149 342,08	104 600,00	**44 742,08**	141 744,37	104 125,00		37 619,37	37 619,37		**7 122,71**
05 HAUTES-ALPES	54	19 110,12	13 400,00	**5 710,12**	18 137,91	18 137,91	5 710,12				**5 710,12**
06 ALPES-MARITIMES	1 830	647 620,89	453 400,00	**194 220,89**	594 856,13	594 856,13	194 220,89				**194 220,89**
07 ARDÈCHE	348	123 154,14	86 300,00	**36 854,14**	214 631,88	165 832,35		48 799,53	36 854,14	11 945,40	
08 ARDENNES	456	161 374,38	113 000,00	**48 374,38**	109 499,21	109 499,21	48 374,38				**48 374,38**
09 ARIÈGE	146	51 668,11	36 200,00	**15 468,11**	49 039,52	27 879,00		21 160,52	15 468,11	5 692,41	
10 AUBE	383	135 540,33	94 900,00	**40 640,33**	128 644,78	128 644,78	40 640,33				**40 640,33**
11 AUDE	538	190 393,46	133 300,00	**57 093,46**	180 707,28	150 630,00		30 077,28	30 077,28		**27 016,18**
12 AVEYRON	418	147 926,52	103 600,00	**44 326,52**	140 400,83	140 400,83	44 326,52				**44 326,52**
13 BOUCHES-DU-RHÔNE	3 429	1 213 492,91	849 500,00	**363 992,91**	1 232 034,04	1 170 974,70		61 059,34	61 059,34		**302 933,57**
14 CALVADOS	2 068	731 846,99	512 300,00	**219 546,99**	702 004,13	702 004,13	219 546,99				**219 546,99**
15 CANTAL	65	23 002,93	16 200,00	**6 802,93**	21 832,66	21 832,00		0,66	0,66		**6 802,26**
16 CHARENTE	460	162 789,95	114 000,00	**48 789,95**	157 195,18	157 195,18		0,00	0,00		**48 789,95**
17 CHARENTE MARITIME	934	330 534,38	231 400,00	**99 134,38**	323 123,43	313 699,99		9 423,44	9 423,44		**89 710,94**
18 CHER	548	193 932,37	135 800,00	**58 132,37**	215 639,55	206 686,60		8 952,95	8 952,95		**49 179,43**
19 CORRÈZE	413	146 157,06	102 400,00	**43 757,06**	138 721,39	130 660,10		8 061,29	8 061,29		**35 695,77**
20 COLLECTIVITE DE CORSE	52	18 402,34	12 900,00	**5 502,34**	17 466,13	0,00		17 466,13	5 502,34	11 963,79	
21 CÔTE-D'OR	343	121 384,68	85 000,00	**36 384,68**	115 209,29	115 209,00		0,29	0,29		**36 384,39**
22 CÔTES-D'ARMOR	810	286 651,87	200 700,00	**85 951,87**	272 404,47	272 404,47		0,00	0,00		**85 951,87**
23 CREUSE	79	27 957,40	19 600,00	**8 357,40**	26 535,08	26 535,08		0,00	0,00		**8 357,40**
24 DORDOGNE	1 186	419 714,96	293 900,00	**125 814,96**	384 926,66	367 412,00		17 514,66	17 514,66		**108 300,29**
25 DOUBS	848	300 099,73	210 100,00	**89 999,73**	290 542,38	290 542,00		0,38	0,38		**89 999,36**
26 DRÔME	568	201 010,20	140 800,00	**60 210,20**	180 707,28	180 707,28		0,00	0,00		**60 210,20**
27 EURE	2 252	796 962,97	557 900,00	**239 062,97**	756 417,84	674 136,00		82 281,84	82 281,84		**156 781,13**

Euros

Départements	*Critère de répartition :* Nombre de places autorisées	Montant initial du concours 2026 FA	Acompte attribué / mars 2026	Solde 2026	Concours attribué en 2025 *	Dépenses mandatées en 2025, après plafonnement au montant de la dépenses	Soldes positifs 2026 (dans la limite du montant du solde 2025)	Soldes négatifs 2026			Solde 2026 à verser
								Totalité du solde négatif	A reprendre sur le solde 2026	A reprendre sur l'acompte de mars 2027	
	Données au 31/12/2025	100%	70%	30%							
28 EURE-ET-LOIR	351	124 215,81	87 000,00	**37 215,81**	117 896,39	112 021,78		5 874,61	5 874,61		**31 341,20**
29 FINISTÈRE	579	204 903,00	143 500,00	**61 403,00**	190 448,01	190 448,00		0,01	0,01		**61 402,99**
30 GARD	812	287 359,65	201 200,00	**86 159,65**	282 145,20	282 136,00		9,20	9,20		**86 150,45**
31 HAUTE-GARONNE	1 761	623 202,39	436 300,00	**186 902,39**	592 840,81	326 940,34		265 900,47	186 902,39	78 998,07	
32 GERS	210	74 317,15	52 100,00	**22 217,15**	38 627,02	29 894,80		8 732,22	8 732,22		**13 484,93**
33 GIRONDE	4 515	1 597 818,74	1 118 500,00	**479 318,74**	1 523 248,19	1 518 029,81		5 218,38	5 218,38		**474 100,36**
34 HÉRAULT	910	322 040,99	225 500,00	**96 540,99**	320 100,45	281 231,00		38 869,45	38 869,45		**57 671,54**
35 ILLE-ET-VILAINE	997	352 829,52	247 000,00	**105 829,52**	361 078,68	361 078,68	105 829,52				**105 829,52**
36 INDRE	264	93 427,28	65 400,00	**28 027,28**	88 674,21	88 674,21	28 027,28				**28 027,28**
37 INDRE ET LOIRE	1 478	523 051,19	366 200,00	**156 851,19**	491 067,00	491 067,00		0,00	0,00		**156 851,18**
38 ISÈRE	2 198	777 852,85	544 500,00	**233 352,85**	743 990,02	738 210,00		5 780,02	5 780,02		**227 572,83**
39 JURA	553	195 701,83	137 000,00	**58 701,83**	185 073,82	185 073,82	58 701,83				**58 701,83**
40 LANDES	359	127 046,94	89 000,00	**38 046,94**	120 583,48	39 500,00		81 083,48	38 046,94	43 036,55	
41 LOIR-ET-CHER	434	153 588,78	107 600,00	**45 988,78**	158 538,73	158 538,71		0,02	0,02		**45 988,76**
42 LOIRE	1 878	664 607,66	465 300,00	**199 307,66**	629 452,50	469 520,00		159 932,50	159 932,50		**39 375,16**
43 HAUTE-LOIRE	52	18 402,34	12 900,00	**5 502,34**	17 466,13	17 466,00		0,13	0,13		**5 502,21**
44 LOIRE-ATLANTIQUE	2 102	743 879,29	520 800,00	**223 079,29**	707 714,21	698 615,00		9 099,21	9 099,21		**213 980,08**
45 LOIRET	873	308 947,01	216 300,00	**92 647,01**	299 275,44	299 275,44		0,00	0,00		**92 647,01**
46 LOT	593	209 857,48	147 000,00	**62 857,48**	199 181,08	199 181,02		0,06	0,06		**62 857,42**
47 LOT-ET-GARONNE	600	212 334,72	148 700,00	**63 634,72**	217 654,87	217 654,00		0,87	0,87		**63 633,85**
48 LOZÈRE	120	42 466,94	29 800,00	**12 666,94**	36 275,81	29 222,00		7 053,81	7 053,81		**5 613,13**
49 MAINE-ET-LOIRE	3 404	1 204 645,63	843 300,00	**361 345,63**	1 134 290,88	1 126 357,38		7 933,50	7 933,50		**353 412,13**
50 MANCHE	1 605	567 995,37	397 600,00	**170 395,37**	539 098,86	539 098,86		0,00	0,00		**170 395,36**
51 MARNE	2 130	753 788,24	527 700,00	**226 088,24**	715 439,61	664 781,05		50 658,56	50 658,56		**175 429,68**
52 HAUTE-MARNE	236	83 518,32	58 500,00	**25 018,32**	78 261,70	78 261,70		0,00	0,00		**25 018,32**
53 MAYENNE	419	148 280,41	103 800,00	**44 480,41**	140 736,71	140 736,00		0,71	0,71		**44 479,70**
54 MEURTHE-ET-MOSELLE	2 187	773 960,04	541 800,00	**232 160,04**	749 028,33	749 028,00		0,33	0,33		**232 159,72**
55 MEUSE	387	136 955,89	95 900,00	**41 055,89**	129 988,32	129 322,00		666,32	666,32		**40 389,57**
56 MORBIHAN	1 294	457 935,21	320 600,00	**137 335,21**	434 637,96	434 637,96		0,00	0,00		**137 335,20**
57 MOSELLE	2 197	777 498,95	544 300,00	**233 198,95**	826 954,14	734 160,00		92 794,14	92 794,14		**140 404,81**
58 NIÈVRE	257	90 950,04	63 700,00	**27 250,04**	84 979,45	84 979,45	27 250,04				**27 250,04**
59 NORD	5 061	1 791 043,34	1 253 800,00	**537 243,34**	1 703 955,47	1 677 740,16		26 215,31	26 215,31		**511 028,02**
60 OISE	2 295	812 180,29	568 600,00	**243 580,29**	770 860,99	690 629,00		80 231,99	80 231,99		**163 348,30**
61 ORNE	870	307 885,34	215 600,00	**92 285,34**	292 221,81	275 272,62		16 949,19	16 949,19		**75 336,15**
62 PAS-DE-CALAIS	3 010	1 065 212,50	745 700,00	**319 512,50**	1 008 669,09	1 008 669,09	319 512,50				**319 512,50**
63 PUY-DE-DÔME	899	318 148,18	222 800,00	**95 348,18**	242 846,40	242 846,00		0,40	0,40		**95 347,78**
64 PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	712	251 970,53	176 400,00	**75 570,53**	242 174,63	242 174,55		0,08	0,08		**75 570,45**
65 HAUTES-PYRÉNÉES	441	156 066,02	109 300,00	**46 766,02**	100 094,37	100 093,00		1,37	1,37		**46 764,65**
66 PYRÉNÉES-ORIENTALES	419	148 280,41	103 800,00	**44 480,41**	184 737,93	184 737,93	44 480,41				**44 480,41**
67-68 collectivité européenne al	2 814	995 849,82	697 100,00	**298 749,82**	935 109,80	935 109,80		0,00	0,00		**298 749,82**
69 RHÔNE	1 111	393 173,12	275 300,00	**117 873,12**	372 498,84	344 135,51		28 363,33	28 363,33		**89 509,79**
69 METROPOLE DE LYON	3 466	1 226 586,88	858 700,00	**367 886,88**	1 175 605,00	1 175 604,59		0,41	0,41		**367 886,47**
70 HAUTE-SAÔNE	495	175 176,14	122 700,00	**52 476,14**	154 172,20	147 275,00		6 897,20	6 897,20		**45 578,94**

Source : CNSA/DFO

Euros

Départements	*Critère de répartition :* Nombre de places autorisées	Montant initial du concours 2026 FA	Acompte attribué / mars 2026	Solde 2026	Concours attribué en 2025 *	Dépenses mandatées en 2025, après plafonnement au montant de la dépenses	Soldes positifs 2026 (dans la limite du montant du solde 2025)	Soldes négatifs 2026			Solde 2026 à verser
	Données au 31/12/2025	100%	70%	30%				Totalité du solde négatif	A reprendre sur le solde 2026	A reprendre sur l'acompte de mars 2027	
71 SAÔNE-ET-LOIRE	2 119	749 895,44	525 000,00	**224 895,44**	695 622,27	695 621,14		1,13	1,13		**224 894,31**
72 SARTHE	1 981	701 058,46	490 800,00	**210 258,46**	664 384,77	664 384,77	210 258,46				**210 258,46**
73 SAVOIE	911	322 394,88	225 700,00	**96 694,88**	305 321,41	305 321,00		0,41	0,41		**96 694,47**
74 HAUTE-SAVOIE	762	269 665,09	188 800,00	**80 865,09**	245 197,61	245 195,00		2,61	2,61		**80 862,48**
75 PARIS	6 781	2 399 736,19	1 679 900,00	**719 836,19**	2 247 756,75	1 919 255,00		328 501,75	328 501,75		**391 334,44**
76 SEINE-MARITIME	5 326	1 884 824,50	1 319 400,00	**565 424,50**	1 797 332,10	1 772 235,60		25 096,50	25 096,50		**540 328,01**
77 SEINE-ET-MARNE	2 134	755 203,81	528 700,00	**226 503,81**	713 760,18	683 036,50		30 723,68	30 723,68		**195 780,13**
78 YVELINES	2 605	921 886,56	645 400,00	**276 486,56**	910 925,93	862 755,57		48 170,36	48 170,36		**228 316,20**
79 DEUX-SÈVRES	629	222 597,56	155 900,00	**66 697,56**	210 601,24	210 601,24	66 697,56				**66 697,56**
80 SOMME	344	121 738,57	85 300,00	**36 438,57**	115 545,18	113 577,92		1 967,26	1 967,26		**34 471,31**
81 TARN	348	123 154,14	86 300,00	**36 854,14**	116 216,95	113 627,00		2 589,95	2 589,95		**34 264,18**
82 TARN-ET-GARONNE	139	49 190,88	34 500,00	**14 690,88**	39 970,57	39 970,57	14 690,88				**14 690,88**
83 VAR	1 760	622 848,50	436 000,00	**186 848,50**	590 489,60	478 290,00		112 199,60	112 199,60		**74 648,91**
84 VAUCLUSE	932	329 826,59	230 900,00	**98 926,59**	347 307,30	321 278,10		26 029,20	26 029,20		**72 897,39**
85 VENDÉE	1 594	564 102,56	394 900,00	**169 202,56**	535 404,10	532 909,53		2 494,57	2 494,57		**166 707,99**
86 VIENNE	1 490	527 297,88	369 200,00	**158 097,88**	511 892,00	504 656,17		7 235,83	7 235,83		**150 862,05**
87 HAUTE-VIENNE	533	188 624,01	132 100,00	**56 524,01**	162 905,26	162 905,20		0,06	0,06		**56 523,94**
88 VOSGES	366	129 524,18	90 700,00	**38 824,18**	132 675,42	99 423,44		33 251,98	33 251,98		**5 572,20**
89 YONNE	32	11 324,52	8 000,00	**3 324,52**	10 748,39	10 748,39	3 324,52				**3 324,52**
90 TERRITOIRE DE BELFORT	111	39 281,92	27 500,00	**11 781,92**	37 955,25	37 955,25	11 781,92				**11 781,92**
91 ESSONNE	2 911	1 030 177,27	721 200,00	**308 977,27**	971 721,50	743 312,54		228 408,96	228 408,96		**80 568,31**
92 HAUTS-DE-SEINE	2 941	1 040 794,00	728 600,00	**312 194,00**	987 844,08	987 844,08		0,00	0,00		**312 194,00**
93 SEINE-SAINT-DENIS	3 119	1 103 786,64	772 700,00	**331 086,64**	1 047 632,00	1 047 632,00	331 086,64				**331 086,64**
94 VAL-DE-MARNE	3 307	1 170 318,18	819 300,00	**351 018,18**	1 160 825,96	1 160 825,96		0,00	0,00		**351 018,18**
95 VAL-D'OISE	2 420	856 416,69	599 500,00	**256 916,69**	804 449,70	792 617,62		11 832,08	11 832,08		**245 084,61**
971 GUADELOUPE	139	49 190,88	34 500,00	**14 690,88**	46 688,31	0,00		46 688,31	14 690,88	31 997,44	
972 MARTINIQUE	80	28 311,30	19 900,00	**8 411,30**	26 870,97	0,00		26 870,97	8 411,30	18 459,68	
974 REUNION	294	104 044,01	72 900,00	**31 144,01**	75 238,72	7 613,00		67 625,72	31 144,01	36 481,71	
TOTAL	**124 332**	**44 000 000**	**30 805 000**	**13 195 000**	**42 000 000**	**39 740 048,68**	**1 813 908**	**2 259 951**	**2 009 877**	**250 075**	**11 185 123**

* Notification datée du 23 octobre 2025

Source : CNSA/DFO